

ECCLESIA

L'Etat-Nation sans frontières

Gautier David

ECCLESIA

L'Etat-Nation sans frontières

Editions...(à compléter)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

PREAMBULE

Cet ouvrage a un objectif pratique et non académique. Il a pour ambition et priorité, au-delà de la réflexion qu'il est susceptible d'apporter au lecteur, d'encourager la prise d'initiative et l'action politique concrète.

Avant même de se matérialiser sous les quelques pages que vous vous apprêtez à lire, l'Éclésiast est un projet réunissant une dizaine de contributeurs actifs et une centaine de membres réunis autour de l'envie de construire un modèle de société plus serein et plus vertueux que celui qui est proposé (imposé ?) aux êtres humains soumis aux caprices des puissants en ce début de 21^e siècle. Ce « projet » a été officiellement lancé en France en décembre 2021, dans le contexte des persécutions covidistes.

En l'état actuel de nos travaux, le projet s'est fixé quatre raisons d'être principales :

- Permettre à tout être humain de choisir librement la nation au sein de laquelle il souhaite vivre
- Offrir aux citoyens non-libres des enseignements sur ce qu'est la chose politique et la façon de regagner leur souveraineté
- Mettre en place un système politique permettant aux individus d'avoir un impact plus direct sur la définition des règles du vivre-ensemble

- Protéger les individus des persécutions covidistes grâce à la mise en place d'un nouvel Etat libre et puissant

Il me semble aussi important de préciser qu'au cours de nos travaux, les artisans du projet « Ecclésia » ont souhaité se réapproprier la définition du mot « politique » comme suit : « la politique est l'ensemble des réflexions, décisions et actions concourant à organiser la vie d'une pluralité d'êtres humains ayant choisis de vivre en collectivité. La politique n'appartient à aucun corps de métier, à aucune caste ou élite intellectuelle ou financière, à aucune organisation humaine, elle constitue à la fois un droit et un devoir accessible à tous les êtres humains qui se déclarent citoyens d'une nation. La politique, dans sa forme démocratique, s'exerce dans le respect absolu de la diversité des opinions exprimées au sein de l'Etat-Nation, y compris les plus divergentes. »

Afin d'éviter toute confusion à ce stade de votre lecture, il me semble également important de préciser que le terme « Ecclésia » n'a pas été choisi par les membres du projet dans une optique religieuse. Nous faisons ici référence à l'assemblée des citoyens d'Athènes qui, dans l'antiquité, permettait à toute personne disposant du statut de citoyen de participer activement et librement à la vie politique de la cité, notamment à la proposition, l'élaboration et la votation des lois ainsi qu'au vote de l'ostracisme.

Tout en prenant du recul sur les défauts évidents du modèle de société athénien qui ont été largement documentés par de nombreux historiens et politologues (exclusion des femmes de la vie politique, esclavage, extrémisme dans la sanction

des magistrats,...) nous retenons principalement dans l'idée de l'Ecclésia la possibilité qu'un cadre politique puisse un jour émerger pour permettre à tout citoyen – peu importe sa condition ou le niveau de mérite que la société daigne lui reconnaître - d'être publiquement écouté, ceci avec le plus de respect, d'objectivité et de bienveillance possible. Nous retenons l'idée que la politique n'est pas une affaire de « golden boys » imposant à la population leurs diplômes comme autant de passe-droit pour exercer la politique à leur dépend. Nous retenons l'idée que la construction d'un vivre ensemble ne peut sainement se réaliser qu'à partir du moment où les droits et devoirs des citoyens d'une nation sont écrits directement par ceux qui les vivent et les respectent.

Enfin, et avant d'entamer le fil des réflexions qui nous ont conduit à proposer l'Ecclésia comme un modèle de société alternatif, je tiens à préciser que les idées développées dans cet ouvrage ne sont pas nécessairement le reflet de la pensée de l'ensemble des membres du projet Ecclésia. Nous considérons normal et légitime que chaque personne s'associant autour d'une aventure commune, qu'elle soit idéologique, politique ou de tout autre nature, dispose de tout autant de liberté de pensée avant qu'après avoir choisi de rejoindre une telle initiative. C'est justement de la diversité de nos points de vue, de notre capacité à en discuter sereinement, de manière respectueuse que vient la force et la stabilité du modèle que nous proposons : la vie telle que nous la connaissons implique la diversité à tous niveaux. Ce n'est pas mal, ce n'est pas bon, c'est intrinsèque au monde de la matière dans lequel nous sommes appelés à évoluer en tant

qu'êtré humain. L'uniformisation du monde et des modes de pensée est la mort de tout système, y compris politique, car nul être ne saurait vivre dans un système qui renie sa personnalité, sa singularité. C'est donc en mon nom propre que j'écris cet ouvrage.

Il est à noter que le livre que vous allez découvrir à travers ces quelques pages, est une version 0 ou « bêta » que les membres du projet Eclésia ont jugé utile et urgent de publier au lendemain de l'élection présidentielle Française de 2022. Comme vous le constaterez, certaines parties sont manquantes mais l'essentiel de ce que je pense devoir dire sur le projet à date y est retranscrit. La raison pour laquelle j'ai laissé ces « trous » est très simple : comme beaucoup de mes contemporains, je suis esclave d'un système qui me pousse à courir après le temps, le travail et – in fine – l'argent, pour assurer la subsistance de mon foyer. Je ne dispose donc pas du temps suffisant pour exprimer avec exactitude et exhaustivité ce que j'estime avoir d'important à écrire.

PREMIÈRE PARTIE

**QUEL ÉTAT D'ESPRIT ADOPTER POUR
TROUVER DES SOLUTIONS AU
TOTALITARISME ?**

Depuis de trop nombreuses années maintenant, beaucoup de citoyens s'insurgent contre le vol de leur souveraineté par une caste de privilégiés. En France depuis 2018 et la révolte des gilets jaunes, puis encore plus intensément depuis 2020 avec la crise dite du « covid-19 », la pression contre les peuples est devenue asphyxiante. Alimentée par toutes sortes d'informations, parfois troublantes de crédibilité, parfois contradictoires, une partie d'entre nous en est venu à penser qu'il existe une possibilité pour que nos dirigeants ne nous souhaitent pas une vie longue et prospère.

Cette simple éventualité, sans démentis, sans actions politiques rassurantes, qui de surcroît est grassement arrosée de multiples avanies à l'endroit des populations privées du droit de s'exprimer publiquement de façon audible est proprement intolérable.

Face à l'éventualité d'un danger pesant sur nos vies et celle de nos enfants, et quoi qu'il arrive face aux dérives politiques de notre époque qui ont été largement documentées par de nombreux penseurs et lanceurs d'alertes d'Etienne Chouard à Julian Assange, en passant par Noam Chomsky, André-Jacques Holbecq, Philippe Derudder, Edward Snowden, Moses I. Finley, Michel Mafessoli et bien d'autres, de nombreux citoyens ont courageusement et salutairement amorcé plusieurs principes d'action qui consistent – à l'heure où j'écris ces mots – principalement à informer ou réinformer la population ou à animer des initiatives dont les effets au niveau national ou international ne sont malheureusement pour l'heure pas de nature à changer significativement la donne et le rapport de force.

Cette situation n'est pas une fatalité. Nous pouvons très bien commencer à construire des lendemains qui chantent, à condition toutefois de nous interroger sur la façon dont nous avons pris l'habitude de percevoir la politique, à condition de trouver le courage, la force et la rigueur pour adresser un problème aussi complexe que peut être un totalitarisme.

CHAPITRE 1

Trouver une « bonne » solution au totalitarisme...

« Il n'y a pas de problème sans solution ». Ceci est une maxime que chaque enfant ou étudiant a dû entendre au moins une fois car elle participe d'un processus éducatif qui pousse l'individu à déployer une concentration et une réflexion susceptible de lui permettre de trouver, par soi-même, une réponse à une question complexe, c'est-à-dire un problème multifactoriel.

Pourtant, resitué dans le contexte d'une ère politique caractérisée par l'inaction et l'apathie des masses, je constate fréquemment chez mes concitoyens (français) une certaine forme de fatalisme défaitiste dans la résolution des problématiques sociales découlant de phénomènes multifactoriels (ex: comment réduire la pauvreté? Comment permettre aux citoyens d'être réellement entendus lors de l'élaboration de lois d'un pays? Comment parvenir à faire raisonner dans la société une voix dissonante du discours ultra-maîtrisé des mass-médias? Etc...)

Or, sur la base d'une dizaine d'année d'expérience consacrée à conseiller des dirigeants de multinationales dans la résolution de problèmes complexes qu'ils soient humains, organisationnels, technologiques ou financiers – force est de constater qu'il n'y a effectivement aucun problème complexe qui – a priori – ne puisse bénéficier d'une solution, d'un plan

d'action, d'une démarche de travail adéquate. Pourquoi ce constat ne serait-il pas reproductible dans le champ de la politique ? Quelle raison valable pourrait nous amener à penser que la politique est un domaine si spécifique qu'il est tout simplement hors de portée d'une analyse pragmatique orientée « solution » et « résultats » ?...

Le monde est complexe certes, mais il a en grande partie été construit par la pensée, la motivation et la main de l'homme. Or, si un système politique est le fruit du travail de l'homme et si j'estime que ce travail a dévié bien trop significativement de son objectif initial, pourquoi devrais-je penser qu'il est impossible que la pensée, la motivation et la main de l'homme ne puisse à minima le transformer ?

Lorsqu'une solution est apportée à un problème complexe (ex: l'émergence d'un totalitarisme), celle-ci ne saurait être nativement une « bonne » solution. Dix solutions légèrement voire très différentes les unes des autres peuvent chacune avoir le potentiel de répondre efficacement à la question posée. C'est l'ardeur qu'auront les architectes de cette solution à en identifier les failles (potentielles) et à y trouver des réponses justes, efficaces, proportionnées, sans s'éloigner de l'objectif premier, qui permettra de façonner une réponse la plus adaptée possible. Ainsi, quand on me demande si l'Éclésiaste est une bonne solution pour mettre fin au totalitarisme, je réponds « non, une solution décrite sur un papier ne règle aucun problème. Mais vous avez le pouvoir d'en faire une bonne solution en pratique ».

Lorsque dix solutions différentes sont identifiées à un problème complexe (ex: l'émergence d'un totalitarisme) par

des êtres humains que rien ne réunit, il existe un risque qu'aucune solution ne soit jamais mise en œuvre pour la simple raison que ces êtres humains ne parviennent pas à trouver un accord. Pourtant, chacune des dix solutions renferme le potentiel de résoudre la question posée.

C'est un excès d'individuation - ce que nous appelons couramment l'égo - qui est un frein à la résolution de ces problèmes complexes : suis-je capable d'abandonner mon idée fétiche pour me fédérer avec d'autres êtres humains autour d'une solution différente de la mienne, afin d'atteindre un seuil critique de contributeurs ? Suis-je capable de critiquer, en toute sincérité et avec des intentions bienveillantes, certains aspects de la solution retenue dans l'optique de la consolider et non de la détruire ? Vis-à-vis de cette solution retenue, et certainement aussi quelque part vis-à-vis de la question posée, suis-je dans une posture « au service de... » ou « au détriment de... » ?

Je présente à travers cet ouvrage la solution « Ecclésia » qui a pour objectif de répondre à plusieurs questions complexes, toutes en lien avec l'émergence d'un totalitarisme. L'Ecclésia fait partie d'une pluralité de solutions qui, en potentiel, sont susceptibles de proposer une alternative au totalitarisme covidiste.

A l'heure actuelle, nous œuvrons au sein du projet Ecclésia à réunir un seuil critique de contributeurs au service de cette « bonne » solution en potentiel afin de la faire devenir une « bonne » solution en pratique.

CHAPITRE 2

Prendre tout le temps nécessaire pour solutionner des problèmes complexes...

En 1957, Sydney Lumet réalisait un très beau film intitulé « 12 hommes en colère » qui racontait l'histoire d'un jury citoyen aux Etats-Unis qui se réunit à la fin d'un procès pour délibérer sur une problématique complexe (une enquête policière) et prendre une décision lourde de conséquence : la condamnation à mort d'un jeune homme de 18 ans

Au début du film, 11 des 12 jurés expriment un avis unanime : le jeune homme est coupable. Un seul homme - le personnage joué par Henry Fonda - oppose un avis contraire. Le film est entièrement centré sur le détail des argumentations et contre-argumentations permettant de déclarer le jeune homme coupable ou non coupable.

Un personnage dans le film a retenu mon attention : il s'agit d'un homme au chapeau qui est pressé que le jury délibère afin de se rendre au match de baseball de son équipe préférée ceci sans aucune considération pour le sort du jeune homme incriminé et la recherche de la vérité.

Il me semble qu'un parallèle peut être facilement fait avec la façon dont les sociétés contemporaines ont pris l'habitude de traiter le débat politique public ainsi que les questions complexes et lourdes de conséquences. Nous valorisons excessivement les intelligences rapides, de l'instant, qui

permettent de prendre des décisions dans un environnement soumis à pression. Qui a travaillé à des postes à responsabilité sait que l'« efficacité temps » et la rapidité de prise de décision constituent un crédo qui rythme une journée, une semaine, un mois, une année, une vie de travail. Cette culture de la rapidité de l'intelligence semble s'imposer partout au sein de la société actuelle, amenant les individus à prioriser la vitesse plutôt que la qualité dans la prise de décision. Que ce soit du fait de ces facteurs culturels ou d'un désintérêt profond pour les questions sérieuses, ces attitudes peuvent causer d'irréparables erreurs (ex: condamner un jeune homme à la mort pour se rendre rapidement à un match de baseball).

A contrario, la lenteur dans l'appréciation de critères multifactoriels complexes est peu voire pas du tout valorisée (dans nos sociétés contemporaines, le mot « rapidité » est souvent connoté positivement alors que le mot « lenteur » est plus souvent utilisé de façon péjorative). Pourtant la capacité d'analyse à moyen/long terme, le fait de consacrer un temps significatif à l'étude de problèmes complexes est bien souvent gage d'une meilleure qualité dans la prise de décision : « Je prends le temps d'apprécier le poids des arguments, de prendre du recul sur une situation, de vérifier que la solution réponde à l'entière du problème en n'oubliant aucun détail ».

En résumé, plusieurs intelligences existent : celle qui permet une prise de décision rapide mais imprécise versus celle qui adopte une approche systémique mais dont la résolution est plus longue à aboutir. Leur légitimité et leur utilité pour le

bien commun dépendent pour beaucoup du contexte et de la nature de la question posée.

Dans « 12 hommes en colère », le personnage joué par Henri Fonda oblige l'ensemble du jury à laisser de côté leurs préoccupations du quotidien, le temps de quelques heures, afin de consacrer tout leur temps et leur intelligence à l'étude de détails dont l'interprétation pourrait les amener à prononcer la mort d'un être humain.

Considérant que la crise systémique révélée par la crise dite covid-19 constitue en soi un des problèmes les plus complexes et les plus lourds de conséquence que nous ayons eu à traiter depuis des décennies, il nous semble que – plus que jamais – nous devons prendre conscience de nos travers, notamment la nécessité que beaucoup ressentent de vouloir toujours tout adresser le plus vite possible, afin de comprendre qu'il est maintenant indispensable de prendre tout le temps nécessaire pour proposer des solutions adéquates

à l'heure des tweets et leurs 280 caractères maximum, à l'heure des « flash » news, des émissions de TV ou de radios minutées pour ne pas dépasser le temps d'antenne accordé, à l'heure des débats télévisés chronométrés, à l'heure où « le temps c'est de l'argent », nous avons plus que jamais besoin de nous asseoir autour d'une table et de prendre le temps d'une discussion respectueuse, sincère et basée sur les principes de l'écoute active, ceci en oubliant l'espace d'un instant que nous avons tous un match de baseball auquel il nous tarde d'assister...

CHAPITRE 3

La quête de sens comme moteur des révolutions techniques et politiques

Qui, au cours de son apprentissage de la vie, n'a pas entendu quelqu'un lui indiquer qu'il est « inutile de réinventer la roue » ?

Cette maxime prête à l'emploi est utilisée dans une quantité très importante de domaine dès lors qu'un niveau de technicité significatif s'invite dans un échange d'idées : les sciences « dures » (la physique, les mathématiques, ...) et les sciences « molles » dont notamment la science politique.

Je rejette en bloc l'idée qu'aucune roue ne se réinvente, particulièrement en ce qui concerne les systèmes politiques.

S'épargner l'effort de « réinventer la roue » c'est se priver de la nécessité qu'ont beaucoup d'êtres humains à s'approprier un système technique, à le palper, pour le comprendre dans ses moindres détails et ainsi être plus légitime pour le commenter ou le critiquer.

S'épargner l'effort de « réinventer la roue » c'est se priver de la capacité de comprendre comment un concept technique s'inscrit dans un contexte, dans un environnement particulier. Par exemple, la situation politique, sociale et technologique du 19e siècle a amené les Français à instaurer progressivement un système politique favorisant la prise de décision indirecte via la mise en place du processus instituant qu'est l'élection. Le contexte politique social et

technologique de la France des Gilets Jaunes quant à lui est bien différent et nous amène à penser que l'exercice de la souveraineté doit être accessible de façon bien plus directe qu'auparavant, notamment avec la mise en place du Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC).

S'épargner l'effort de « réinventer la roue » c'est – de fait – se limiter dans sa capacité à révolutionner un système technique. Pourquoi ? Parce que ne pas s'intéresser à un système complexe c'est se priver de comprendre pourquoi il existe d'une part et de pouvoir identifier ses failles ou imperfections d'autre part. Ne pas s'y intéresser, c'est se priver de pouvoir révolutionner ce système en pensant une question posée initialement sous un angle nouveau. Les anglo-saxons parlent d'une pensée « out-of-the-box » ou littéralement « penser en dehors de la boîte » pour qualifier ce type de réflexion.

Dans un contexte social et politique où nous voyons que nous avons de plus en plus besoin de révolutionner les systèmes politiques, les artisans de l'Éclésià (y compris l'auteur de ce document) ne se priveront pas de « réinventer la roue » quitte à redire ce que d'autres ont déjà énoncés par ailleurs.

Enfin « réinventer la roue » c'est donner du sens au monde qui nous entoure, l'éclaircir, lui donner vie. Qui a envie de vivre dans un flou permanent ?

Si personne ne s'intéresse à réinventer la roue alors qui pourra jamais inventer un pneu increvable, moins énergivore, plus durable, capable de répondre aux enjeux technologiques et sociétaux de son temps ? De la même

manière, en ce qui concerne le champ d'investigation de cet ouvrage, si personne ne s'intéresse à réinventer les concepts de nation, d'État, de contrat social, qui pourra esquisser les lignes d'un système politique susceptible de rendre les hommes plus épanouis ?

CHAPITRE 4

La volonté des hommes est le catalyseur principal des révolutions

La volonté qu'un peuple peut avoir pour agir concrètement dans le but de dissiper une dictature avec laquelle il est en prise est certainement à la fois l'un des sujets les plus fascinants et les plus terribles qui caractérisent les plus grandes injustices de l'Histoire telles que la Shoah, l'esclavagisme, l'Apartheid, ou les persécutions covidistes.

Il n'est pas suffisant qu'un individu exprime son désaccord avec telle ou telle injustice mise en place par un gouvernement tout en continuant de cautionner celui-ci par le respect des lois, le paiement des impôts ou la participation au simulacre de démocratie qu'est l'élection d'un maître pour dominer la plèbe.

L'injustice, particulièrement celle qui menace l'intégrité physique ou mentale des Hommes, ne saurait être cautionnée de cette façon par des individus libres considérant le respect des droits de l'Homme comme le ferment de toute coopération humaine.

Or, dans une société qui favorise l'hyper-communication via notamment la multiplicité des médias et l'omniprésence des réseaux sociaux, il est très facile pour un individu de se prononcer contre une discrimination ou une injustice – en ayant le sentiment profond, peut être sincère d'avoir agi concrètement – alors même que ce type d'action ne requiert

aucun effort significatif et que son « retour sur investissement » est quasiment nul (les mots se perdant dans la masse communicante sans considération politique ou conséquences concrètes d'aucune sorte).

Ce phénomène n'est pas nouveau et était déjà décrit par exemple par Henry David Thoreau au sujet de l'approbation de l'esclavagisme dans la société des Etats-Unis du 19e siècle au travers de son ouvrage « La désobéissance civile » dont je ne résiste pas à vous partager l'extrait suivant : « Ce qui importe ce n'est pas tant que la foule soit douée d'une aussi grande bonté que vous, mais qu'il existe, quelque part, une bonté absolue, car cette bonté absolue sera le levain qui fera gonfler toute la masse de la pâte. Il y a des milliers de gens qui sont intellectuellement contre l'esclavage et la guerre, mais qui concrètement ne font rien pour y mettre un terme ; qui, se proclamant les fils de Washington et de Franklin, s'assoient les mains dans les poches, disent qu'ils ne savent pas quoi faire, et ne font rien; [...] Ils attendent, pleins de bonnes dispositions, que d'autres remédient au mal pour qu'enfin ils n'aient plus matière à regrets. Au mieux, lorsqu'ils voient la justice se présenter à eux, ils se fendent à son égard d'un vote qui ne leur coûte rien, puis l'encouragent piteusement à poursuivre son chemin en lui souhaitant bon vent. »

Ce que Thoreau nous explique dans son ouvrage est qu'il ne suffit pas d'adopter une attitude pleine de vœux pieux et d'actions insignifiantes pour mettre fin à une injustice ; Il faut apprendre à souffrir ou tout du moins à s'exposer à des risques auxquels nous n'étions pas habitués auparavant. Nous devons aussi apprendre à déconstruire le monde

(souvent complexe) qui nous entoure pour se détacher progressivement des paradoxes qui guident nos activités du quotidien.

Dit autrement et dans le contexte des persécutions covidistes, il est tout à fait vain d'exprimer son mécontentement sur Twitter ou Facebook, il est tout à fait vain de dire à qui veut bien l'entendre qu'il « suffirait » que les français se soulèvent contre leurs dirigeants pour que tout change, il est tout à fait vain de soutenir un leader d'opinion en espérant que celui-ci agisse à notre place, il est tout à fait vain de tracter et relayer des informations – même pertinentes – sur la situation sanitaire ou politique, il est tout à fait vain de se rendre tous les samedis en manifestation, il est tout à fait vain de créer un collectif local pour organiser des apéritifs entre amis, il est tout à fait vain de dire à qui veut l'entendre que la seule façon de faire cesser les persécutions vaccinales est de faire comme si celles-ci n'existaient pas et ne s'inséraient pas dans le quotidien de tout un chacun. Tout ceci est tout à fait vain si l'individu qui mène ces actions ne se met pas réellement et concrètement en rupture avec le système qui l'opprime c'est-à-dire – par exemple - en refusant de payer les taxes qui financent et entretiennent un État dictatorial, en refusant de continuer à travailler pour des organisations qui cautionnent ce système, en refusant de se soumettre aux lois injustes dictées par ce système, en refusant d'obéir aux forces de l'ordre manipulées par ce système.

Il est tout à fait vain d'entretenir une certaine forme de mollesse dans la contestation car jamais aucune mollesse n'est parvenue à défaire un régime totalitaire. Seule la volonté

de changement et la capacité des individus à traduire cette volonté en actions fortes peut le faire.

J'appelle l'ensemble des lecteurs de ce document à se poser la question de sa capacité à entreprendre des actions de rupture afin que cessent les injustices.

Dans le contexte récent des élections pour la présidence de la République Française, il me semble important d'alerter les électeurs sur le fait que - peu importe le candidat retenu pour exercer cette fonction – il est fortement improbable que les changements que nous attendons tous sur « le système » proviennent dudit système en question.

Pourquoi un système qui favorise une hyper-concentration des pouvoirs vers le chef d'Etat choisirait subitement d'y mettre fin, particulièrement dans un contexte où « le cas de force majeure » que constitue le covid-19 lui confère des attributions dont il ne disposerait pas en temps normal ?

Pourquoi un système politique pensé pour protéger et développer les détenteurs de capitaux se mettrait soudainement à pratiquer une politique franche de partage des richesses ?

Pourquoi un système politique qui présente ses représentants du peuple comme des experts, des professionnels de l'exercice de l'Etat depuis des décennies choisirait subitement de confier l'exercice de la souveraineté au peuple ?

Pourquoi un système législatif pensé pour contrôler les moindres activités humaines du quotidien se mettrait

soudainement à se dessaisir de sa propension à devenir de plus en plus totalitaire ?

Pourquoi les imbrications complexes mais (trop) étroites qui existent aujourd'hui entre les différents types de pouvoir (exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, éducatif, scientifique) se relâcheraient soudainement, abandonnant par là même le formidable outil de contrôle des masses qu'elles offrent à nos dirigeants ?

Il serait tout à fait historique et inédit que les changements forts que nous attendons pour rendre le monde plus humaniste, plus juste et moins inégalitaire, proviennent d'institutions politiques vieillissantes qui ont historiquement entretenu ces travers de société. Il serait très étonnant que nos stars de la scène politico-médiatique cessent brutalement d'être des professionnels de l'éloquence pour devenir des professionnels de la politique.

A ce sujet, il est à noter que ces individus, pour la plupart sortis d'écoles spécialisées sur les questions politiques (c'est-à-dire la discipline qui consiste à organiser et structurer un vivre ensemble) ne soient jamais – ou tout du moins extrêmement rarement – enclins à présenter un projet politique visant à modifier significativement le modèle de société dans lequel nous vivons. Il est surprenant que ceux-ci ne se montrent pas davantage créatifs pour proposer des modes d'organisations qui tendent vers davantage de démocratie. Car celle-ci n'est pas un totem que l'on gagne et que l'on brandit en la déclarant unique, universelle et immuable. Celle-ci est un objectif vers lequel les systèmes

politiques vertueux devraient tendre sans jamais la déclarer pleinement acquise.

En résumé il est étonnant que nos supposés « experts » ou « professionnels » de la politique ne démontrent pas plus régulièrement leur capacité à prendre du recul pour nous parler plus souvent de l'étendue des systèmes politiques existants ou ayant existés. Je pose la question : « nos experts de la politique seraient-ils véritablement experts de la politique ? » Leur demande-t-on de s'accrocher coûte que coûte aux textes politiques fondateurs que d'autres ont pensé pour eux ou bien de les remettre en question lorsque le contexte sociétal évolue suffisamment pour qu'une telle réflexion ait nécessairement lieu ?

Vu le vide créatif que nous observons depuis 200 ans de la part de nos représentants politiques, il semble qu'il y ait désormais à montrer à nos congénères que de nouveaux modes d'organisation sont possibles et que ceux-ci sont tout autant voire davantage enclins à répondre aux enjeux sociétaux de notre temps et notamment au respect des droits humains ainsi qu'à la recherche de plus de démocratie.

DEUXIÈME PARTIE

**RETOUR AUX FONDAMENTAUX : SAVONS-
NOUS VRAIMENT CE QU'EST UNE NATION ?
UN ÉTAT ? UNE CONSTITUTION ?**

Nous ne pouvons évidemment pas prétendre démarrer un projet de création d'Etat-Nation sans prendre le temps de nous intéresser aux concepts fondamentaux de ce type de système humain organisé.

Aussi, nous vous proposons de partir à la recherche du sens premier de concepts devenus aujourd'hui galvaudés : la nation, l'Etat, la constitution, le citoyen, le représentant politique.

Cette quête, loin d'être un exercice strictement intellectuel, nous semble essentielle pour assoir la légitimité d'un projet tel que l'Ecclésia. Notre objectif est de répondre aux questions de fond suivantes :

- Est-il possible que n'importe quel être humain (ou groupe humain) se dresse subitement au cours de l'Histoire pour réclamer la naissance d'une nation ?
- Le périmètre de compétence d'un Etat est-il malléable ? peut-on l'adapter aux enjeux de notre époque ?
- La constitution est-elle un texte législatif soporifique ou un véritable levier de souveraineté ?
- Un citoyen est-il du bétail que l'on traite comme un objet appartenant à une nation ou un Etat ? ou doit-il au contraire être un contributeur nécessairement actif de la définition des règles du « vivre ensemble » ?
- Le représentant politique est-il un « élu », une sorte de super-héros ou de messie attendu par l'honnête citoyen depuis longtemps ? doit-on placer tous nos espoirs de bien-être individuel ou collectif en lui ? ou

au contraire, est-il nécessaire de réviser à la fois le niveau d'attente qu'on lui accorde et par là même le niveau de pouvoir qu'on lui confie ?

Nos recherches, nos idées, nos partages, feront peut-être parfois doublon avec ce que de brillants politologues auraient pu exprimer au sein de contenus que nous n'aurions pas eu la chance ou le temps de pouvoir examiner attentivement. Qu'importe ! nous assumons d'afficher parfois la naïveté de ceux qui découvrent pour la première fois un nouveau champ des possibles. Nous réinventons la roue pour mieux nous approprier le monde qui nous entoure. Nous le faisons avec le plus d'humilité possible, en espérant que ces recherches orientent nos actes d'une façon juste et bonne.

CHAPITRE 1

Quelle est l'essence des nations ?

La nation allume des passions

Lors de nos discussions pour décrire ce qu'est le projet Eclésia, il nous est arrivé à plusieurs reprises de rencontrer des individus nous ayant fait part – au choix – d'un étonnement voire d'une vive opposition face à notre conception de ce qu'est la nation. Conception que je vais m'employer à décrire le mieux possible dans ces prochaines lignes.

Mais avant cela, il me semble important de faire un arrêt sur image sur les « étonnements » et « oppositions » évoqués ci-dessus car là où réside l'émotion existe nécessairement matière à discussion.

Il me semble difficile de retranscrire avec finesse et omniscience les remarques qui nous ont été formulées car celles-ci nous ont souvent été transmises de façon brouillonne et expédiée, à l'occasion notamment d'opérations de tractage menées lors des manifestations opposées au pass sanitaire en France.

Souvent, il a été difficile d'amener nos interlocuteurs à ouvrir un dialogue posé et construit autour de ce sujet et la discussion s'est rapidement fermée.

Essayant malgré tout de me placer dans les « baskets » de nos interlocuteurs, voici quelques verbatims restitués « de

mémoire », qui n'ont certainement pas été formulés en ces termes mais qui – il me semble – reflètent l'opinion de nos contradicteurs :

- « Je suis français et je défends mon pays contre l'oppression interne qu'exercent les élites. Pourquoi inventer une nouvelle nation ? »
- « La nation française est un pilier immuable de notre société. Elle ne peut pas être spoliée par une nouvelle nation créée artificiellement »
- « Une nation ne s'invente pas, elle est le fruit de codes communs qui se sont construits à travers les siècles : langage, arts, histoire, système politique, etc...
- « La nation ne peut pas être sans frontières car cela favoriserait le projet des mondialistes pour mettre en place un Etat unique »
- « Une nation c'est un espace commun à un peuple qui est délimité par des frontières terrestres. »

Face à ces assertions, il semble que 3 postures différentes soient permises :

- A : Adhérer pleinement à l'idée que seules les nations actuelles sur cette planète sont légitimes et qu'elles doivent perdurer ad vitam aeternam
- B : Consulter les sources légitimes d'information, capables de définir ce qu'est ou n'est pas une nation
- C : Considérer que la nation est une idée fictive, inventée par l'homme et qu'à ce titre elle peut être

redéfinie librement pour s'adapter aux grands enjeux de notre temps (il doit être possible de réinventer la roue !)

A mes yeux, il n'existe pas de matière à jugement concernant l'adoption d'une de ces trois postures tant que chaque individu sur cette terre respecte sincèrement le droit fondamental des peuples à s'autodéterminer librement et le droit de chaque individu pris séparément à rejoindre telle ou telle nation.

Remarquez également que, dans une analyse *a priori*, avant même d'avoir consulté la littérature, il est possible de cumuler les postures B et C ou B et A.

En ce qui concerne la réflexion qui nous a conduit à proposer la solution « Ecclésia » je considère utile d'explorer les postures B et C que je partagerai avec vous dans les prochaines lignes.

La nation est un concept dont la définition est malléable

La première source d'information que nous pouvons consulter pour comprendre ce qu'est une nation c'est son étymologie. A partir d'une rapide recherche sur internet nous pouvons trouver ceci : « Le mot « nation » vient du latin *natio*, qui dérive du verbe *nascere* « naître » (supin : *natum*). Le terme latin *natio* désigne les petits d'une même portée, et signifie aussi « groupe humain de la même origine » (Petit Robert. Édition 2002). Chez Cicéron, le

terme natio est utilisé aussi pour désigner une « peuplade », un « peuple » ou une « partie d'un peuple » (Source Wikipédia. Avril 2022).

La nation c'est donc la naissance de quelque chose. Mais l'étymologie du mot « nation » ne nous indique pas ce qu'est ce « quelque chose ». La définition donnée par l'édition 2002 du Petit Robert (« groupe humain de la même origine ») nous laisse également assez démuni puisqu'il n'est pas précisé exactement ce qui caractérise l'« origine » des groupes humains dont il est question. Enfin la notion de « peuple » semble – a priori - tout aussi vaporeuse que celle de nation considérant l'énorme brassage ethnique et sociale qui a fait l'Histoire de l'humanité. De cette difficulté à pointer l'origine sémantique du mot nation semble découler une forte volatilité dans la définition que l'humanité tente de lui donner. Or, l'ambiguïté a pour habitude de déclencher les plus vives passions et de diviser profondément les Hommes.

Poursuivons donc nos recherches... Je compile ici une liste de définitions glanées ici ou là sur internet. Notez à leur lecture leur variété, la richesse de leurs nuances, l'ajout ou la suppression d'une caractéristique, preuve en est que le mot « nation » peine à trouver un consensus ferme largement admis par tous.

- « Le sens moderne de nation est assez proche de celui de « peuple », mais ajoute souvent l'idée d'État (souhaité, autonome, indépendant). En effet, un peuple peut se concevoir, ou non, de la structure d'un État. On peut ainsi définir comme acception minimale, la nation « comme une communauté

humaine qui se reconnaît des traits communs, culturels ou ethniques, au nom desquels elle veut constituer une entité politique souveraine » Wikipédia. Avril 2022 (citant Pierre-Marie Delpu « Nation, empires, nationalités »).

- « Une nation est une multitude d'hommes ayant la même origine, vivant dans le même État et sous les mêmes lois » François Guizot.
- « Groupe humain constituant une communauté politique établie sur un territoire défini [...] et personnifié par une autorité souveraine » Le Petit Robert.
- « La notion moderne de nation émerge véritablement au XVIII^e siècle avec la Révolution, la nation devient une entité politique identique au tiers état (1789, Siéyès), au peuple révolutionnaire, et prend sa définition de personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant l'Etat » Dictionnaire historique de la langue française.
- « La nation est un « ensemble de personnes vivant sur un territoire commun, conscient de son unité (historique, culturelle, etc...) et constituant une entité politique » Dictionnaire de la langue Française.
- La nation est une communauté humaine caractérisée par la conscience de son identité historique ou

culturelle, et souvent par l'unité linguistique ou religieuse » « C'est aussi une communauté, définie comme entité politique, réunie sur un territoire et organisée institutionnellement en Etat ». Dictionnaire Hachette

- « La nation est une communauté d'histoire et de culture, tandis que l'Etat est un ensemble d'institutions publiques autonomes, jouissant d'un monopole de coercition et d'extraction à l'intérieur d'un territoire délimité. La nation est aussi une unité territoriale et juridique, mais ses caractéristiques premières sont culturelles et historiques. Nous pouvons définir la nation comme une communauté de mémoire et de mythes partagés, une culture commune, un lien d'origine historique, une unité économique, ainsi que des droits et des devoirs communs pour l'ensemble de ses membres. » Dictionnaire international du fédéralisme. »

La lecture de ces définitions est un formidable appel d'air pour faire émerger une quantité importante de questions que je vous propose de restituer de façon assez spontanée, « brut de fonderie ». Nous prendrons le temps d'y apporter des réponses dans un second temps. Restituées de façon directe, certaines d'entre elles incorporent déjà quelques éléments de réponses dans la façon dont elles sont formulées. Ce choix est assumé par l'auteur.

Notez que la démarche poursuivie ici nous amène à progressivement faire émerger les caractéristiques

essentielles de la construction d'une nation et non celles qui ont pu aléatoirement – ici ou là – exercer une influence sur la solidification du processus d'émergence d'une nation. Cette quête des « caractères essentiels » n'est pas neutre dans l'optique de dire ce qu'est ou n'est pas une nation légitime. Question Ô combien importante pour envisager la naissance d'une nation telle que l'Éclésià.

Voici donc les questions essentielles que posent les définitions retranscrites plus haut :

- Quelle distinction peut-on faire entre Etat et nation ? Sont-ce des synonymes ? Une nation doit-elle nécessairement exister dans un seul et unique Etat ? Dans un seul ou unique pays ?
- Si une « culture » commune définit la nation, comment spécifier suffisamment précisément le terme « culture » pour que la nation puisse être identifiée avec certitude par celui-ci ?
- Si l'unicité ethnique définit la nation, est-il impossible qu'une nation regroupe plusieurs ethnies en son sein ? Les ethnies ne sont-elles pas si volatiles, si nombreuses de sorte qu'il soit difficile de maîtriser leur flux à l'intérieur et à l'extérieur d'un objet aussi vaste qu'une nation ?
- Si l'« origine commune » définit la nation, comment peut-on suffisamment bien délimiter ce terme pour identifier la nation avec certitude ? L'origine d'un être

humain n'est-elle pas une question individuelle avant d'être une affaire collective ? Faisant abstraction de cette dernière question et considérant l'origine de façon collective, qu'est-ce que l'origine précisément ? Est-elle géographique ? Ethnique ? Religieuse ? Culturelle ? Sociale ?

- Une nation se définit-elle par ses frontières géographiques ? Le cas échéant, que dire des multiples évolutions frontalières et des conquêtes qui caractérisent l'histoire militaire des hommes ? La nation est-elle essentiellement le fruit d'un effort militaire ? Que dire des habitants d'un territoire qui ne se reconnaissent pas dans la nation qui prétend l'occuper ? Dans ce cas de figure, qui est légitime pour définir les règles du vivre ensemble : les habitants locaux qui chérissent la terre qui les nourrit ou une entité fictive supérieure telle que la nation ? Une nation peut-elle se passer de frontières pour exister ?

- La nation est-elle caractérisée par la présence d'un chef, d'une dynastie, occupant une fonction d'autorité sur l'ensemble des êtres humains présents au sein de la nation ?

- La nation est-elle une personne juridique ? Un système de lois ?

- Si la nation est le fruit d'une unicité linguistique, comment qualifier les pays disposant de plusieurs langues officielles par exemple la Belgique, Le Cameroun, le Canada, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, l'Ukraine ? Ne peuvent-ils pas prétendre au statut de nation ? Et si nation elles ne sont pas : qu'ont-elles de si différent des pays pouvant se réclamer de ce qualificatif ? Par ailleurs, la France, qui se tient elle-même historiquement en si haute estime en ce qui concerne son caractère « national » n'a-t-elle pas connue au cours de la construction de son histoire des langues diverses utilisées localement ? Que dire du melting pot linguistique français suivant : basque, breton, catalan, corse, flamand occidental, alsacien, francique mosellan, franco-provençal, langue d'oïl, langue d'oc, parler liguriens, créole guadeloupéen, guyanais, martiniquais, réunionnais, mahorais, malgache de Mayotte, tahitien, etc...

- Si la religion caractérise de façon essentielle la nation, que dire des multiples pays qui accueillent de nombreuses religions en leur sein ? Qu'elles ne sont pas des nations ?

- L'unicité économique a-t-elle un lien avec la formation et l'intégrité des nations dans un monde aussi globalisé que celui des 20 et 21e siècles ?

- Si des droits et des devoirs communs caractérisent la nation, cela signifie-t-il que l'apparition des nations au XVIII^e siècle a entraîné la fin des inégalités et des privilèges parmi les hommes ?
- Les nations sont-elles des entités immuables, ayant toujours existé et sont-elles amenées à exister toujours ? Ont-elles une naissance ? Ont-elles une mort ? Font-elles des petits ?
- Existe-t-il des formes d'organisation souveraines humaines qui ne puissent pas être qualifiées de nation ? Pourquoi ?

Considérant la forte volatilité des définitions proposées pour définir le concept de nation ainsi que les fortes contradictions – ou à minima interrogations - qu'elles impliquent, il paraît logique de penser que ce terme est suffisamment malléable pour faire l'objet de points de vue, de prises de position, d'une certaine forme de réappropriation du concept, voire d'une ingénierie des plus rigoureuses dédiée à faire évoluer le concept à travers le temps en tenant compte des réalités (et potentialités) anthropologiques qui caractérisent ou caractériseront les différentes ères de l'Histoire.

C'est tout à fait dans cette optique qu'est proposé le concept d'Etat-Nation sans frontière ainsi que le projet Ecclésia.

L'essence des nations

Afin de prendre position sur les questions évoquées plus haut, j'ai mené des recherches qui ont la qualité et la profondeur du temps d'investigation autorisé au jeune parent actif que je suis. J'ai principalement exploré les voies intellectuelles qu'ont proposé Ernest Renan à travers l'ouvrage « Qu'est-ce qu'une nation ? », retranscription d'une conférence que l'académicien français a dispensé à la Sorbonne le 11 mars 1882, ainsi qu'Anne-Marie Thiesse, Directrice de recherche au CNRS et spécialiste de l'histoire culturelle de l'Europe contemporaine, auteure de l'ouvrage « La création des identités nationales ».

Disons-le tout net, l'essentiel de ce qui doit se savoir sur la « substantifique moelle » du concept de nation a déjà été énoncé par Ernest Renan dans sa conférence « Qu'est-ce qu'une nation ? » et il me semble difficile d'ajouter quoi que ce soit d'autre qu'une modeste paraphrase qui ne peut que vous inciter à vous procurer cet ouvrage de référence qui est de surcroît extrêmement facile et rapide à lire puisqu'il tient en tout et pour tout en vingt pages, pas une de plus, pas une de moins.

Au regard des questions déjà évoquées plus haut et de notre affinité avec la pensée d'Ernest Renan, nul besoin de préciser que le projet Ecclésia prend profondément racine dans une perception du concept de nation qui réfute l'idée selon laquelle la nation est essentiellement¹ une affaire de :

¹ Notez que ce n'est pas parce qu'un des critères évoqués ici n'entre pas essentiellement dans le processus de création de l'ensemble

- Race ou d'ethnie
- Langue
- Religion
- Héritage dynastique
- Frontières et de territoires
- Termes aussi vagues que « culture », « origine » ou « histoire »

Sachant ce que n'est pas (essentiellement) la nation, tournons-nous maintenant vers ce qu'elle est. Ici encore, nul besoin de chercher plus loin que ce qu'en dit Ernest Renan : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. »

Ce que nous dit Ernest Renan c'est que la nation existe parce que nous acceptons d'en être les héritiers d'une part et que nous avons une volonté de continuer à vivre ensemble d'autre part. C'est là sa substantifique moelle.

Mais qu'arrive-t-il lorsque les membres d'une même nation sont profondément divisés sur des questions essentielles de « vivre ensemble » ? la nation doit-elle perdurer « quoi qu'il en coûte » ?...

des nations qu'il n'a pas pu aléatoire jouer un rôle pour façonner l'une d'entre elles.

CHAPITRE 2

Pourquoi les nations naissent et meurent ? pourquoi elles font des petits...

Les nations peuvent-elles, comme tout organisme vivant, croître, se multiplier et mourir ?

Notre vision presque prophétique de l'Histoire, allant de "nos ancêtres les Gaulois" à la France Libre de de Gaulle, en passant par la construction du Royaume de France par les dynasties des mérovingiens aux bourbons, nous pousse généralement à penser que les nations sont le fruit d'une évidente et quasi providentielle suite d'événements.

Certains citoyens de nations bien installées, semblent les considérer comme immuables et éternelles et peuvent parfois vouer un culte indéfectible à des figures historiques dont certaines sont perçues comme les « pères » ou les « mères » de la nation, oubliant par la même occasion que notre espèce n'a pas attendu la naissance du concept de nation pour forger des identités.

Par ailleurs, il nous semble – à minima en première analyse – que la construction des identités nationales est moins la conséquence d'une succession de faits historiques naturellement intégrés et cohérents en plusieurs chapitres que la volonté délibérée d'une poignée d'individus à « piocher » dans le cours de l'Histoire les éléments de folklore destinés à constituer le roman national.

Ainsi, si les nations apparurent par l'entremise de la volonté de quelques hommes, n'est-il pas envisageable que cette même volonté les amène à donner naissance à de nouvelles nations ?

On pense traditionnellement que les nations sont immuables. C'est faux.

A l'occasion de discussions autour du concept de l'Éclésià, nous avons parfois perçu chez nos interlocuteurs une conception assez immobiliste et intemporelle de la nation. Une vision qui appréhende la nation comme un objet immuable plutôt qu'un être vivant soumis aux évolutions du temps : « les nations ont toujours été là, et elles le seront toujours ».

Pourtant, selon Anne-Marie Thiesse ou Ernest Renan, celles-ci seraient des constructions relativement récentes dans l'histoire de l'Homme. « Les premiers exemples [de nation] ne sont pas antérieures au XVIIIe siècle : pas de nation au sens moderne, c'est-à-dire politique, avant cette date. » selon Anne-Marie Thiesse.

Si les nations n'ont pas toujours existé, alors il est théoriquement envisageable que l'Homme puisse se passer d'elles pour vivre. Mieux encore, si les nations n'ont pas toujours existé, c'est qu'elles sont purement une vue de l'esprit. Ainsi, il est aussi théoriquement envisageable que l'Homme redéfinisse le concept même de nation pour l'améliorer dans l'optique de mieux adresser ses besoins qui évoluent au gré des aléas de l'Histoire.

La naissance des nations est déjà une réalité : l'exemple de l'Union Européenne

« Oui, me direz-vous, mais les nations telles que la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, font tellement corps avec l'Histoire et l'ensemble des systèmes humains organisés (politiques, économiques, juridiques, sociaux, ...) qu'il est difficile de croire qu'elles disparaîtront à court terme ».

C'est d'ailleurs ce qu'avance Ernest Renan dans « Qu'est-ce qu'une nation ? » : « La France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie seront encore, dans des centaines d'années, et malgré les aventures qu'elles auront courues, des individualités historiques, les pièces essentielles d'un damier, dont les cases varient sans cesse d'importance et de grandeur, mais ne se confondent jamais tout à fait. »

Ne nous méprenons pas : il n'est pas question dans le postulat exposé ici d'anticiper la fin de vie des nations historiques. Il est davantage question de s'intéresser à la naissance de leur progéniture. Car comment expliquer que près de soixante ans après le discours d'Ernest Renan à la Sorbonne, une partie de la souveraineté, et donc de l'expression d'un « vouloir vivre ensemble », de ces nations ait commencé à migrer vers une nouvelle structure appelée Union Européenne ? N'assiste-t-on pas depuis la signature du traité de Rome à l'émergence d'une nouvelle nationalité en devenir ayant pour dessein à peine voilé d'absorber les nations historiques ?

Qu'on se le dise et qu'on l'entende, je ne suis personnellement pas favorable à l'émergence d'une nationalité européenne qui semble désormais être le fruit d'une volonté impulsée par une diaspora entrepreneuriale dont l'objectif premier est avant tout la satisfaction

d'obscurés intérêts financiers et idéologiques. Néanmoins force est de constater que l'Union Européenne telle que nous la connaissons, constitue une amorce pour la construction d'une nouvelle identité supranationale et que celle-ci est la conséquence de la volonté qu'exerce une caste sur l'ensemble de la population. La naissance de nouvelles nations – ou à minima de nouveaux systèmes humains organisés (prémises d'une future nation ?) -- semble donc déjà une réalité.

Non seulement la naissance des nations est une réalité, mais de surcroît, il semble que l'émergence de tout un ensemble générationnel de nouvelles nations prêtes à saillir des entrailles de leurs aînées soit désormais beaucoup plus imminente que ce qu'un esprit aussi averti qu'Ernest Renan aurait pu imaginer. L'Europe en est un exemple, l'Ecclésià un autre, et il en existe encore davantage en gestation.

La naissance des nations survient dans des périodes d'incertitudes intenses

Ce n'est d'ailleurs pas un phénomène nouveau et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il semble exister certaines époques charnières qui voient les modes d'organisation évoluer de façon plus ou moins simultanée. Qu'on les appelle tribu, cité, empire, nation, confédération, réunion de pays divers, grande agglomération, tous ces modes d'organisation ont pour dénominateur commun l'élaboration d'un écosystème culturel destiné à réguler et animer la vie des Hommes.

A chaque fois qu'un tel écosystème est mis à rude épreuve, il existe une possibilité de glissement vers de nouveaux modes d'organisation jamais connus auparavant. Ces épreuves peuvent être diverses et variées et sont propres aux segments d'Histoire concernés : campagnes militaires et conquêtes (ex: conquêtes des peuples germaniques dans le cas de la naissance des nations européennes) ; déplacements massifs voulus ou forcés de populations (ex: naissance de toutes les nations américaines suite aux mouvements de colonisation des XVIIe et XVIIIe siècles); hausse des inégalités sociales, juridiques ou économiques (ex: naissance de la république fédérale Indienne suite à l'hégémonie coloniale britannique);

Au détour d'un exemple plus proche de nos latitudes, Anne-Marie Thiesse nous indique que le siècle des lumières a constitué « un vaste atelier d'expérimentation [de la construction des identités nationales] [...] et a connu sa plus haute productivité au siècle suivant. Sa caractéristique fut d'être transnationale. Non pas qu'il n'y ait pas eu concertation préalable et division du travail : mais tout groupe national se montrant fort attentif à ce qu'accomplissait ses pairs et concurrents, s'empressant d'adapter pour son propre compte une nouvelle trouvaille identitaire, étant à son tour imité dès qu'il avait conçu un perfectionnement ou une innovation. »

Ne vit-on pas une période similaire à celle des lumières où l'apogée de l'obscurantisme religieux et monarchique a progressivement laissé la place à une émulation autour de nouvelles façons de vivre ensemble ? N'est-il pas temps de tirer définitivement le trait de l'obscurantisme néo-capitaliste

et des gouvernements représentatifs pour émuler, phosphorer autour de nouvelles conceptions du « vivre ensemble » afin de créer - pour reprendre un terme cher à Louis Fouché – une protension collective positive ?

Nous aurions tort de penser que la création d'une nation ne peut uniquement qu'être le lent aboutissement de siècles d'histoires, la conséquence de phénomènes multifactoriels sur lesquels les Hommes n'ont aucune prise. Pour s'en persuader, il faut lire ou relire « De la démocratie en Amérique », ouvrage par lequel Alexis de Tocqueville décrit la façon dont la société nord-américaine s'est construite avec l'arrivée des Pilgrim Fathers. Il est latent – dans les écrits de Tocqueville – qu'il a dû exister un momentum tout particulier à partir de 1620 qui a poussé quantité de britanniques à se mettre en rupture avec leur « vie d'avant » pour fonder une nouvelle forme de société jamais connue auparavant, et finalement une nouvelle nation. Or le déclencheur de ce passage si particulier de l'Histoire ne consiste pas, en premier lieu, en un long processus dont les origines sont nébuleuses, il consiste d'abord en une profonde volonté de changement qu'ont eu des êtres humains réels, faits de chair et d'os, à un instant « T » de leur vie.

Tocqueville souligne que ce sont à la fois « les passions religieuses et politiques qui déchirèrent l'Empire britannique pendant tout le règne de Charles Ier » et le rejet de la doctrine puritaine dont se revendiquaient les premiers colons, qui poussèrent ces derniers à quitter le Royaume-Uni pour rejoindre ce qui deviendrait les Etats-Unis d'Amérique. C'est donc ainsi, lorsqu'une société rejette une partie de ses

membres, lorsqu'elle ne sait plus proposer à tous une place légitime en son sein, que naissent de nouvelles nations.

Toute ressemblance avec une situation historique ayant cours depuis l'année 2020 serait fortuite....

La naissance d'une nouvelle génération de nations est imminente et en réalité déjà amorcée

« Fort bien, me direz-vous, mais l'imminence de la naissance d'une nouvelle génération de nations pourrait très bien être une vue de l'esprit qui n'existe que dans l'esprit de l'auteur de cet ouvrage. »

Et bien non...car à vrai dire les nouvelles nations débutent leur gestation à partir du moment où au moins un individu se lève pour réclamer leur existence. « La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver » (Anne-Marie Thiesse – La création des identités nationales).

Or les initiatives sont déjà multiples. Pour ne parler que du projet Ecclésia, nous savons déjà que nous sommes 150 membres intéressés par une issue favorable à la naissance de nouveaux modes d'organisation collectifs. Ceci sans évoquer les nombreuses initiatives très actives concourant à l'émergence de nouvelles nations territorialisées (ex : en Europe les revendications autour des territoires de la Savoie, de la Corse, du Pays Basque, de la Bretagne, de la Catalogne pour ne citer qu'eux) ou non territorialisées (ex:

One Nation, Mocica, Asgardia, Wirtland, BitNation, Prya, The good country,...)

Il ne pourrait bien sûr s'agir que de balbutiements, mais force est de constater que nous traversons une époque mouvementée, un segment d'Histoire qui semble mettre les individus à rude épreuve et où les rapports de force semblent de moins en moins être en capacité de tenir à moyen terme : explosion de la démographie versus stabilisation des frontières terrestres, évolutions technologiques rapides versus rareté des ressources et matériaux, allongement du temps passé au travail versus répartition franchement asymétrique des richesses, émergence du crédit social et de sa propagande destinée à protéger le collectif versus déclin des valeurs humanistes et de la protection des libertés individuelles, etc...

Les exemples sont nombreux et il me semble que la crise du covid-19, telle la cerise empoisonnée sur un gâteau déjà bien indigeste, ne fait que précipiter ce que l'Histoire nous réservait déjà : l'émergence imminente de nouveaux modes d'organisations humains.

Comment expliquer ce phénomène du point de vue du citoyen ?

Alors comment expliquer ce phénomène en se glissant dans la peau de n'importe quel humain pris dans la marmite de ce

gigantesque mélange qui donne naissance aux systèmes humains organisés ?

Anne-Marie Thiesse nous offre des clés de lecture en nous indiquant qu'« appartenir à la nation, c'est être un des héritiers de ce patrimoine commun et indivisible, le connaître et le révéler. Les bâtisseurs de nation, par toute l'Europe, n'ont cessé de le répéter. »

Mais qu'advient-il des personnes censées être les héritiers de la nation, lorsque celle-ci les maltraite au point qu'ils en acquièrent une irréprouvable envie de ne plus lui appartenir ? Un être humain doit-il être forcé de vouer un culte éternel à une nation qui

- ...lui vole son argent et le redistribue mal ? (cf. « La dette publique, une affaire rentable » de André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder)
- ...lui impose des règles absurdes et éloignées de ses préoccupations du quotidien ? (Parlons sans tabous, pour ce qui est de la France, choisissez votre exemple, il y en a tellement que nous pourrions écrire une œuvre en 10 tomes)
- ...le tiens le plus à l'écart possible des processus de décision publique (cf. le combat d'Etienne Chouard pour la réappropriation de la constitution par les citoyens)
- ...le force à subir un cadre de vie susceptible de nuire à sa santé et à celui de ses proches (ex : gestion de la crise sanitaire covid-19, création des EPHAD, temps

de vie passé au travail allongé, diminution des rapports sociaux au strict essentiel, temps limité pour la pratique d'activités sportives et de bien-être, diminution du temps passé avec ses proches, éclatement de la structure familiale, ...)

Quand la nation ne pourvoit plus au bonheur de ses citoyens, voire quand elle décide de façon plus ou moins délibérée de leur nuire, alors nous approchons une zone de non-retour par laquelle les citoyens démunis, qui aspirent à véritablement vivre mieux, vont être confrontés à une série de choix.

D'abord il leur faudra choisir entre se résigner et subir les affres de cette mère indigne qu'est leur nation actuelle, ou se battre pour créer un autre monde. Si c'est la seconde option qu'ils choisissent, alors s'offrent à eux deux nouvelles possibilités : réformer la nation au sein de laquelle ils évoluent ou créer une nouvelle nation prenant racine dans la précédente. Le premier choix est le plus fréquent, c'est également celui qui est le plus douloureux et qui a fait la majeure partie des révolutions sanglantes que nous connaissons. Pourquoi ? Parce qu'il y a dans cette situation un conflit ouvert entre plusieurs populations au sein de la nation qui se battent pour défendre un idéal, tout comme des orphelins se battraient pour préserver la sacralité de leur héritage matriarcal. C'est un choix du cœur, plus qu'un choix de raison.

La seconde solution, qui me paraît plus réfléchie, peut-être quelque part plus « adulte » serait de considérer la préservation de la nation historique comme n'étant pas une

fin en soi et que la seule finalité d'une vie consiste en la recherche du bonheur et de ce qui est juste et bon. Dans ce cas de figure, il est beaucoup plus aisé de construire son propre terrain de jeu autour d'une nouvelle nation capable à la fois de produire une synthèse de ce que l'héritage a laissé de meilleur tout en corrigeant les travers observés par le passé. Avec cette solution, il n'est pas nécessaire que l'ensemble de l'héritage de la nation historique soit déconsidéré car ce chemin pourrait lui-même conduire aux pires atrocités. On peut par exemple s'intéresser à ce qui nous est présenté de la révolution Russe de 1917 pour comprendre ce que je tente de souligner ici (voyez ou revoyez, lisez ou relisez l'excellent Dr Jivago par exemple).

C'est donc ici que naissent les nations : lorsqu'une nation historiquement bien implantée ne pourvoit plus au bonheur de ses membres et lorsque des révolutionnaires et des lumières se dressent pour réclamer l'avènement de nouveaux systèmes humains organisés.

Faut-il souffrir pour donner naissance à une nation ?

Dans les deux scénarios « revendicatifs » exposés ci-dessus, la question se pose de savoir si la nation doit ordonner aux révolutionnaires de quitter le territoire occupé. La question est alors : la nation est-elle plus légitime que les autochtones pour leur intimer un ordre d'occuper ou de quitter une terre ? (le fameux « la France, tu l'aimes ou tu la quittes »)

Une telle demande ne trahirait-elle pas une vision archaïque et passéiste du monde ? Déjà en 1882, Ernest Renan

soulignait qu' « une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : « tu m'appartiens, je te prends ». Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un en cette affaire a un droit d'être consulté, c'est l'habitant. »

Considérant que l'essence de la nation ne consiste pas en la préservation d'un territoire, une telle demande serait illégitime en plus d'être une occasion perverse pour celui qui la formule de conserver une certaine forme de mainmise sur les insurgés.

Comme le vivant, la naissance des nations peut se dérouler de façon très différente. On peut même distinguer trois types de naissance :

- La nation spontanée : c'est celle qui émerge dans l'histoire des Hommes sans même que ceux-ci s'en rendent compte. Elle s'impose de fait et sa légitimité ne se questionne pas à priori. Elle est le fruit de la succession des événements passés.
- La nation imposée : c'est celle qui émerge au moment où de « rudes épreuves » commencent à saillir (conquêtes, injustices, mouvements de population). C'est celle dont la jouissance est contrainte et forcée par un groupe humain tirant des privilèges de l'existence même de la nation.
- La nation proposée : c'est celle qui émerge lorsque la contrainte que fait subir la « nation imposée » devient trop forte. Elle naît à l'issue de rapports de force complexes, lorsque des combats idéologiques ou physiques se sont menés pour défendre sa légitimité.

C'est la nation des « lendemains qui chantent ». Celle qui se veut le ferment d'un nouveau pacte social plein de nouvelles promesses.

Évidemment, la question de la souffrance dans la naissance d'une nation trouvera une réponse très différente en fonction du type de naissance dont il s'agit. Nous vivons il me semble une époque par laquelle la nation nous est imposée. C'est celle qui correspond à une phase où il existe le maximum de tension et de violence.

Faut-il donc souffrir pour donner naissance à une nation ? C'est une éventualité et celle-ci ne dépend pas de vous mais plutôt du maître qui vous opprime. A titre individuel, je trouve des réponses convaincantes à cette question du côté des stratégies de non-coopération, de désobéissance civile et de non-violence telles qu'expérimentées et mises en pratique en son temps par Mohandas Karamchand Gandhi.

Loin de prôner une approche peureuse et passive de la lutte, ces modes d'actions ont transformé le souci du respect de l'autre et la recherche du bien en une arme redoutable de lutte politique capable de mettre fin à l'hégémonie d'une des nations les plus puissantes de son époque (le Royaume-Uni).

Pourquoi la nouvelle génération des modes d'organisation humaine est susceptible d'être internationale

Nous l'avons compris, il est possible voire probable qu'une nouvelle génération de modes d'organisation humaine fasse son apparition dans les prochaines années

Ces nouveaux modes d'organisation adopteront nécessairement leurs caractéristiques en fonction du terrain qui les aura fait naître et se développer.

Tout bon jardinier sait que la manière dont va grandir ses plants dépend fortement des caractéristiques immanentes de l'environnement qui les entoure : composition et inclinaison du sol, exposition à la lumière, à l'humidité et aux vents, présence d'un faune et d'une flore favorable au développement de la culture dont il est question, etc...

C'est exactement le même principe en ce qui concerne la naissance et le développement des modes d'organisation humains. A leur apparition, ceux-ci s'enracinent profondément dans un milieu dont les caractéristiques orientent d'emblée ce à quoi ils ressembleront à l'avenir.

Prévoyez un terrain politique favorisant la concentration des pouvoirs et vous obtiendrez in fine des démocraties. Cultivez les passions, la nostalgie du passé, le culte de glorieuses figures ou faits historiques et vous ferez éclore des nations. Préparez un terrain pauvre en technologies de communication et en moyens de transport et vous verrez poindre des tribus éparées, etc...

Tocqueville lui-même écrivait « Les peuples se ressentent toujours de leur origine. Les circonstances qui ont accompagné leur naissance et servi à leur développement influent sur tout le reste de leur carrière. »

En ce qui concerne l'avenir des systèmes que nous connaissons au 21^e siècle, en cette période si particulière de la crise covid-19, il me semble hasardeux d'avancer plus que des hypothèses. Mais tout comme le jardinier sait grâce à son expérience ou ses lectures qu'un plant de tomate mal exposé à la lumière a de faibles chances d'être productif, nous pouvons tenter de conjecturer l'avenir des systèmes humains organisés à l'aune des caractéristiques de l'espace-temps qui est le nôtre.

La première « nature de sol » qui semble pouvoir orienter significativement le développement des futures nations est celle qui concerne notre niveau de maturité technologique. Nous vivons actuellement une ère spectaculaire sillonnée de fulgurantes innovations grâce auxquelles des êtres humains distants de milliers de kilomètres peuvent se connecter l'un à l'autre pour discuter, ceci de façon immodérée. Il nous est également permis de parcourir de grandes distances en un minimum de temps pour nous rencontrer et vivre des événements rassembleurs sans avoir besoin d'élire domicile à une poignée de kilomètres les uns des autres. Ce constat peut paraître évident, presque naïf, mais il est décisif pour notre analyse si l'on considère d'un regard macroscopique l'Histoire des Hommes et l'évolution des nations. Il faut rappeler que la dernière génération de systèmes humains organisés – les nations que nous connaissons actuellement - a commencé à germer à partir du XVIII^e siècle et que le terrain technologique d'alors était fort différent de celui que nous connaissons aujourd'hui. Maintenant que notre société est mûre pour évoluer vers de nouveaux modèles destinés à réguler et animer la vie des Hommes, le nouveau cadre

technologique est évidemment un élément très important à prendre en considération pour tenter de se projeter sur ce que seront les futures nations. Et il y a fort à parier que ces moyens de communication nous permettront de briser ce qui constituait jusqu'alors une caractéristique fréquente – bien que non essentielle - de la nation : la notion de frontières géographiques physiques. Quand deux personnes distantes de milliers de kilomètres partagent des idées et valeurs communes autour – par exemple - de la démocratie et de la liberté, pourquoi leur imposer des frontières les contraignant à faire société avec leurs propres voisins masqués, vaccinés et épiant leurs moindres faits et gestes ? Si la caractéristique essentielle d'une nation est – comme le souligne Ernest Renan – le désir de vivre ensemble, alors les frontières ne devraient plus constituer un obstacle majeur à l'avenir pour que des êtres humains se fédèrent en nouvelles nations libres géographiquement, grâce aux technologies de l'information et de la communication.

La deuxième « nature de sol » renvoie plutôt aux traits culturels qui façonnent notre société depuis des décennies. Bien que le concept de « culture » ne soit pas retenu par Ernest Renan comme critère essentiel constitutif de la nation, il rappelle que celle-ci joue un rôle dans le processus d'édification de la nation. Il prend notamment l'exemple de la formation des nations européennes qui – selon son analyse – serait le fruit de la fusion des identités – et donc des cultures - germaniques et latines.

Considérant la culture comme un grand gloubi-boulga réunissant pêle-mêle le partage de références historiques, artistiques, littéraires, sociales, politiques voire économiques, il y a là aussi à parier que le futur des systèmes humains organisés s'oriente vers un schéma davantage tourné vers l'international que le national. Pourquoi ? Parce que l'ensemble des types de culture évoqués ci-dessus subissent - depuis des décennies - un processus de mondialisation qui fait que les habitudes de vie et les références de deux personnes vivant à l'opposé du globe terrestre sont très similaires en comparaison de qu'elles auraient pu être il y a de ça trois cent ans lors de la dernière vague massive de création des identités nationales.

Tenant compte du fait que la culture est aujourd'hui un objet largement détenu (et commandé) par les masses plutôt que par les élites, il semble essentiel de souligner qu'un Européen moyen d'aujourd'hui consulte peu ou prou les mêmes contenus artistiques qu'un Américain, qu'un Chinois, qu'un Indien ou qu'un marocain (netflix, disney, marvel). Il semble essentiel de souligner que ces mêmes individus s'informent via les mêmes canaux (Facebook, twitter, instagram), prônent tous l'émergence de démocraties au format « gouvernement représentatif », consomment de plus en plus le même type de nourriture (celle de supermarché, celle des fast food multinationaux), regardent le même type de programme télévisé dont les licences se diffusent à travers le monde (top chef, qui veut gagner des millions,...), se vêtissent de la même façon (sans construire eux-mêmes leurs vêtements, en les achetant grâce à des chaînes d'approvisionnement largement mutualisées).

Tenons le pour dit : je ne vois rien ici de particulièrement exaltant dans l'uniformisation du monde humain et je considère à l'inverse que le principe de diversité est essentiel à l'épanouissement des hommes. Néanmoins, force est de constater que - pour qui a voyagé à travers le monde - il devient de moins en moins possible de se surprendre à changer significativement son quotidien en séjournant tantôt à Paris, tantôt à New York, tantôt à Tokyo, Moscou, Singapour ou Bangalore. Je ne formule donc pas ici un souhait mais plutôt un constat sur ce qu'est le monde et la façon dont il devrait orienter le développement des futures nations.

En prenant en considération le phénomène de la mondialisation dans notre tentative de prédire l'avenir, il ne semble donc pas exister de freins culturels majeurs à l'émergence de nouveaux systèmes humains organisés adoptant un positionnement transnational. Des individus distants de milliers de kilomètres peuvent aujourd'hui parfaitement comprendre les principaux codes culturels de leurs zones d'habitation. Il y a donc moins de défiance, plus de proximité entre eux. En somme, il y a terrain fertile pour la construction d'une identité transnationale.

Enfin la dernière « nature de sol » que je souhaite évoquer est peut-être moins visible, moins documentée, mais me paraît être une réalité de plus en plus palpable pour qui s'oppose depuis 2020 à la doxa ambiante en ce qui concerne la fabrique de la peur qui nous est vendue par toutes les classes dirigeantes à propos du covid-19. Pour ces

personnes, qui ont passé de nombreux mois, la boule au ventre, à se poser la question de savoir si la défense de leurs convictions les amènerait à perdre le droit de vivre, il existe un nouvel ennemi auquel ils n'ont pas eu l'habitude de faire face jusqu'à présent. Cet ennemi est d'autant plus redoutable qu'il est :

1. ...difficilement identifiable par un public non averti : il est ardu d'avancer avec certitude les principaux noms qui forment la conscience principale de cet ennemi.
2. ...très méthodique, très organisé et disposant d'une connaissance parfaite des techniques d'ingénierie sociale visant à manipuler les foules
3. ...fédéré à une échelle internationale et étroitement imbriqué aux systèmes de prise de décision des nations les plus puissantes du monde
4. ...imprévisible car nous ne connaissons pas précisément les mobiles qui guident ses actions.

Face à un ennemi aussi difficile à appréhender, il me semble que l'intérêt des futurs bâtisseurs de nation se situe dans la construction d'une force massive et transnationale capable de trouver des piliers de soutien là où ils se trouvent. Il faut garder à l'esprit que le monde est profondément divisé entre ceux qui perçoivent une incompetence - voire une malveillance - des élites versus ceux qui leur vouent une indéfectible confiance. En l'état actuel des forces géopolitiques en présence, il n'existe aucun moyen de penser qu'une nation territorialisée puissante puisse tenir un rapport

de force avec cet ennemi. Les futures nations devront donc tenir compte de ce constat pour être elles-mêmes structurellement puissantes face à l'oppression covidiste.

CHAPITRE 3

Qu'est-ce qu'un Etat ? Quelle est sa raison d'être ?

Qu'est-ce qu'un Etat ? Doit-il régenter l'entièreté de la vie du citoyen ?

Nous nous sommes intéressés au concept de nation à la fois pour démêler ce qui peut la caractériser de façon contingente de ce qui en fait l'essence absolue mais aussi pour comprendre la façon dont elles viennent au monde. Mais une nation serait – à vrai dire – assez peu utile aux hommes si ne venait s'y greffer le concept d'Etat.

L'Etat se forme lorsque le niveau de maturité d'une nation est suffisamment élevé pour que ses participants se réunissent afin de formaliser les règles de vie au sein de la société qu'ils créent.

Sans le concept d'Etat, la nation est une horde d'individus se sentant réunis autour d'une aventure commune, mais ne disposant pas des outils nécessaires pour assurer avec rigueur :

- L'exercice d'une justice égalitaire entre les citoyens
- L'exercice de la souveraineté de la nation – c'est-à-dire la possibilité pour le peuple de prendre des décisions d'une même voix

A ce stade de notre réflexion – et dans l’optique d’éclaircir ce qu’est l’essence même du concept d’Etat, sa substantifique moelle – je préfère m’abstenir de lui attribuer d’autres prérogatives que celles, éminemment régaliennes, évoquées ci-dessus. Je place donc délibérément hors de la définition que je souhaite en donner, les missions visant à

- ...maintenir l’ordre et garantir la sécurité des citoyens
- ...protéger la nation contre les menaces intérieures ou extérieures
- ...éduquer les membres de la nation
- ...animer les activités culturelles de la nation
- ...assurer le développement économique de la nation.

Pourquoi un tel choix ? Eh bien parce qu’avant de déterminer avec certitude ce qui relève de la compétence d’un Etat, il y a – il me semble – un choix à faire en ce qui concerne le degré d’emprise que l’on souhaite accorder à celui-ci concernant la construction d’un « vivre ensemble ».

Dans nos sociétés dites « démocratiques » du 21^e siècle, nous avons l’habitude que l’État occupe une place considérable dans nos vies. Celui-ci gère une quantité très importante d’activités et quand il ne les dispense pas lui-même, il les autorise. Les États que nous connaissons, non seulement écrivent les lois mais contrôlent aussi leur respect et rendent la justice, ils éduquent nos enfants, ils construisent et

entretiennent nos infrastructures, ils cartographient le territoire jusqu'à connaître la composition de notre jardin au mètre carré près, ils investissent dans des organisations ce qui lui confère un droit de regard sur la façon dont leurs activités sont conduites, ils récupèrent et utilisent nos données informatiques, ils choisissent les domaines technologiques sur lesquels de la recherche doit être effectuée ou non, ils mesurent et adressent les risques en santé publique, ils décident quels bâtiments ont le droit d'être construits, ils influencent la capacité d'émergence de résidences éco-résilientes et autonomes, ils décident des zones naturelles à préserver versus celles dont on peut se passer au profit de la construction de centres commerciaux ou d'industries, ils autorisent la création d'activités à but lucratif ou non, ils vérifient que vous disposiez de diplômes et autorisations en tout genre pour exercer le métier de vos rêves, etc... etc...

Les exemples sont nombreux et cette liste est loin d'être exhaustive. A sa lecture, plusieurs questions peuvent légitimement se poser : avons-nous véritablement besoin que l'Etat intervienne à ce point dans nos occupations du quotidien ? Pourrions-nous faire autrement ? Ne sommes-nous pas excessivement assistés par lui ? Qui est le plus légitime pour porter la responsabilité des activités mentionnées plus haut ? Le cadre étatique est-il celui qui favorise le plus la créativité, l'innovation ou le bien-être ? Est-ce une bonne chose que les êtres humains formant la société civile de la nation soient dessaisis de ces domaines de responsabilité ? Si l'Etat adresse autant d'activités avec un

minimum de moyens, pourrions-nous jamais être satisfait de ses résultats ?...

Avant de définir avec précision ce qu'est un État, il y a donc un curseur à placer sur une échelle définie par deux extrémités contraires : d'un côté de l'échelle, un niveau d'intervention fort de l'État dans la vie de la nation et, de l'autre, un niveau d'intervention à minima.

Il est utile d'accorder une attention particulière au niveau d'intervention minimum car c'est bien lui qui caractérise avec certitude l'acception minimale du concept d'État. Or, en identifier les caractéristiques essentielles, c'est mieux cerner les domaines de compétences qui – plus que tous les autres -- doivent être adressées avec bon sens, ingéniosité et rigueur par les différents organes étatiques. C'est comprendre ce sur quoi l'État ne doit impérativement pas se loupier afin de conserver sa légitimité. C'est aussi porter un autre regard sur les activités qui – hier – semblaient devoir constituer le socle de responsabilité de l'État et qui – demain – pourraient être considérées autrement et organisées en dehors même de l'écosystème étatique.

Nous retenons donc deux activités véritablement régaliennes de l'État : l'écriture des lois d'une part et l'exercice de la souveraineté de la nation d'autre part. Ces deux domaines ne me semblent pas véritablement pouvoir faire l'objet de polémiques.

Imaginerait-on en effet un État se départir de sa fonction première d'écriture des règles qui encadrent la nation ? Non, car sans cette fonction, l'État ne serait même pas en mesure de produire ses textes fondateurs, ceux précisant ses statuts

et donnant par conséquent une légitimité à son existence. Par ailleurs, l'Etat ne serait pas en mesure d'organiser la vie en collectivité à travers l'écriture de textes de référence permettant de décrire les attitudes autorisées et proscrites.

Imaginerait-on un Etat ne pas se préoccuper de mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'exercice de la souveraineté de la nation ? Non, car sans cette prérogative, l'Etat ne serait ni en mesure de mettre en œuvre les processus permettant de capter la volonté de la nation (ex : le processus du vote), ni en mesure de transformer cette volonté en application pratique et concrète.

Au-delà de ces deux domaines de compétences, existent des fonctions considérées aujourd'hui de façon empirique comme régaliennes au concept d'Etat mais qui – théoriquement au moins – me semblent pouvoir être soumises à contention.

Premier domaine de compétence soumis à débat : la justice. L'Etat doit-il en être le dépositaire ? D'un côté on peut estimer que l'Etat – à travers sa stature dépersonnalisée, objective et (censée) dépourvue de tout intérêt propre – est l'acteur légitime pour organiser des tribunaux et des procédures judiciaires afin de rendre une justice parfaitement égalitaire et susceptible de préserver l'unité nationale. De l'autre, on peut considérer que le fait qu'une seule et même entité soit chargée d'écrire et mettre en application les lois constitue un conflit d'intérêt susceptible à terme de porter atteinte à la confiance que placent les citoyens dans leurs institutions. C'est ce qu'il se produit actuellement dans la plupart des « démocraties » occidentales : l'entre-soi des

élites ne laisse que peu de doutes quant à la proximité trop étroite entre les pouvoirs économiques et législatifs, entre les pouvoirs législatifs et exécutifs et enfin entre les pouvoirs exécutifs et judiciaires. Ceci créant un climat de défiance entre le peuple et l'Etat qui se manifeste principalement par un fort taux d'abstention aux élections et l'émergence d'initiatives de contre-pouvoir telles que l'Éclésià.

Deuxième domaine de compétence soumis à débat : l'éducation. D'un côté, on peut estimer que l'éducation est l'affaire de l'Etat car sa contribution permet de constituer et de dispenser un corpus éducatif commun capable d'unir les citoyens de la nation autour de références culturelles, historiques, scientifiques partagées. D'un autre côté, on peut considérer que de tels agissements seraient assimilables à un exercice de diffusion de propagande au service de l'Etat et des individus qui en assure le fonctionnement ; qu'une telle propagande pourrait aboutir à :

- ...limiter la diversité des apprentissages proposés aux citoyens de la nation dont notamment l'apprentissage de la discipline politique dans le but de restreindre la diffusion d'armes intellectuelles au sein de la population (ex : qu'est-ce qu'une nation ? Qu'est-ce qu'un Etat ? Quelles sont les différentes formes de pouvoir outre le gouvernement représentatif ? Qu'est-ce que la substance de la démocratie ? Comment l'exerce-t-on ?)
- ...produire des agents économiques plutôt que des citoyens éclairés et équilibrés dans le but de favoriser l'acte de consommation ou le principe esclavagiste

du salariat (ceci est susceptible de se produire lorsque les détenteurs du pouvoir économique et financier deviennent trop proches des détenteurs du pouvoir politique)

- ...accentuer la dépendance des citoyens vis-à-vis des objets de consommation de la vie courante au détriment d'une approche « do it yourself » de l'acte visant à répondre à ses besoins individuels.

On peut aussi considérer que l'éducation n'est pas uniquement une question de partage de valeurs et références communes mais aussi un processus naturel qui doit se matérialiser par la transmission de savoirs singuliers, propres à une famille, une région, un corps de métier, une culture locale, etc...

Troisième domaine de compétence soumis à débat : le maintien de l'ordre. D'un côté, on peut estimer que l'Etat doit garantir la stabilité de la nation et maintenir l'ordre public dans l'optique de protéger ses citoyens. Il mobilisera et organisera pour remplir cette mission divers corps de police dépositaires de l'autorité publique. D'un autre côté, on peut aussi considérer que le rapport entretenu par un Etat avec ses citoyens ne doit pas s'apparenter au comportement d'un chien de troupeau aboutissant à une infantilisation des populations accompagné d'un souci plus que douteux de surprotection des individus. Dans cette optique, le citoyen émancipé de l'État, adulte politiquement, se responsabilise en faits et en actes vis-à-vis d'autrui et de son environnement. Son objectif principal n'est pas de constituer une menace permanente pour son entourage mais plutôt de

vivre et évoluer sereinement, en harmonie avec ses concitoyens. Si malgré tout, son humeur est de nature à perturber l'ordre public, rien n'interdit que des citoyens s'organisent localement, de façon indépendante de l'Etat et de façon respectueuse des lois édictées par la nation, pour constituer une force de maintien de l'ordre issue de la société civile. Outre l'intérêt d'émancipation que représente cette solution, ce mode d'organisation présente également l'avantage d'atténuer la capacité de l'Etat à taire la contestation lorsque son action est jugée contraire aux intérêts de la nation. Avec un tel système, nul doute que la plupart des dictatures n'auraient tout simplement jamais éclos car elles ne disposeraient d'aucun moyen de contrainte vis-à-vis de leurs opposants.

Tous les autres domaines de compétences non évoqués en détail ici mais susceptibles d'être attribués à l'Etat doivent suivre le même cheminement intellectuel. La question est de savoir – pour chacun d'entre eux – quel est le degré d'autonomie laissé aux citoyens versus le niveau de responsabilité endossé par l'Etat.

Il n'y a pas – à mes yeux – de bonne réponse a priori concernant ces questions. Il revient – il me semble – aux citoyens d'engager un dialogue visant à positionner le curseur au bon endroit pour construire la société qui leur correspond. Le choix doit néanmoins être réalisé en pleine connaissance des avantages et inconvénients et surtout – surtout ! – il doit être réalisé par le peuple lui-même, de façon directe, sans intermédiaire et via un processus de vote fiable, organisé par des individus non intéressés.

En France, pays qui se targue naïvement d'être un symbole mondial de démocratie, la définition même du mot État, son périmètre de compétences, n'a jamais été soumis à l'avis de la population, laissant les citoyens dans un flou permanent sur ces notions dont la définition peut varier du tout au tout.

C'est le conseil constitutionnel qui, à la place du peuple, se base sur l'article 3 de la constitution pour proposer une définition de l'État (et la constitution actuelle ne saurait être perçue comme la volonté du peuple, elle est d'abord et avant tout, de façon très factuelle, la volonté de personnes situées aujourd'hui six pieds sous terre qui n'ont jamais eu d'échanges directs avec les individus bien vivants qui constituent aujourd'hui le peuple français). Selon le conseil constitutionnel donc, la mission première de l'État est de permettre l'« exercice de la souveraineté nationale qui appartient au peuple ».

Pour le conseil constitutionnel, L'Etat édicte les lois, garantit la sécurité et l'ordre public, rend la justice, définit la politique de défense, prépare et conduit les opérations militaires et enfin définit et mène la politique étrangère de la France.

Le conseil constitutionnel ajoute à cette définition la citation suivante pour décrire l'État : celui-ci « doit mettre en œuvre un choix de société (...) et il a en charge, à ce titre, le mieux-être de ses populations et la diffusion du progrès sous ses différents aspects »

Le conseil constitutionnel ne précise pas 1. Qui fait ce choix de société et 2. la nature de ce choix.

